PRINCIPES POUR UNE REPRISE JUSTE, FONDÉE SUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET DE GENRE

DES CRISES SYSTÉMIQUES À LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET DE GENRE.

Au-delà d'une tragique crise sanitaire, la crise du COVID-19 est la conséquence d'un système économique, qui fait passer les profits avant les droits des peuples et de l'environnement, et de systèmes de gouvernance qui sont contrôlés et commandés par les intérêts et le pouvoir des multinationales. Le système capitaliste, patriarcal et raciste et la doctrine du libre-échange ont conduit à une profonde rupture entre nos sociétés et la nature, à la destruction des moyens de subsistance des populations et à la privatisation et à la financiarisation de la nature.

Les crises socio-écologiques, systémiques et interdépendantes auxquelles nous faisons face (à savoir les crises climatique, alimentaire, économique, sanitaire, de l'eau et de la biodiversité) et cette pandémie ont les mêmes causes : un système conçu pour l'accumulation du capital et la mondialisation néolibérale pilotée par les multinationales. L'expansion de l'agro-industrie et des autres activités extractives, caractéristique essentielle de l'histoire coloniale et de la mondialisation néolibérale, débouche sur la destruction de la biodiversité et des habitats, l'accaparement des terres et le saccage des territoires et des moyens de subsistance, qui finissent par mettre en péril la santé des populations.

Le néolibéralisme a abouti à la privatisation et à la fragilisation des systèmes de santé publics, de la sécurité sociale et des services publics, à la flexibilisation du travail, à la dislocation des droits des travailleurs, et à une exploitation accrue du travail et du corps des femmes. Il a donné des pouvoirs et des privilèges extraordinaires aux multinationales, tout en réduisant le rôle de l'Etat, rendant le monde plus vulnérable à l'impact des crises.

La crise du COVID-19 met aussi en exergue l'ampleur de la crise du soin (« care » en anglais) dans nos sociétés, qui s'amplifie depuis plusieurs siècles avec l'incapacité du système capitaliste, patriarcal et raciste à prendre soin des populations, de la nature et des territoires. Ce système repose sur le travail et le corps des femmes pour combler les lacunes de services sous-financés et/ou gérés par des entreprises, et pour panser les dommages du système d'exploitation capitaliste et néocolonialiste.

Amis de la Terre International estime qu'il faut de toute urgence **une « reprise juste », fondée sur la justice environnementale, sociale, économique et de genre**, pour pouvoir traiter toutes les répercussions de la crise du COVID-19, aggravées par la doctrine néolibérale.

Une telle reprise doit être axée sur le bien-être des populations et de la planète et se fonder sur une perspective de justice, pour pouvoir contribuer à résoudre les autres crises systémiques sous-jacentes. Nous proposons quatre principes pour une reprise juste:

1. Renoncer au néolibéralisme et à l'austérité, et mettre en place des politiques et mesures immédiates fondées sur la justice, en prenant en compte les limites écologiques;

2. Concevoir des mesures de reprise basées sur la coopération multilatérale et la solidarité internationaliste, et qui les renforcent;

3. Construire et renforcer la démocratie, et veiller à la réalisation des droits humains et des droits des peuples;

4. Les gouvernements doivent s'attaquer aux multiples crises (de la pandémie, des inégalités, de la biodiversité, les crises climatique, alimentaire et sanitaires) et à leurs causes profondes en mettant en œuvre un programme de changement de système transformateur.

La reprise ne doit en aucun cas signifier revenir à ce qui était considéré comme « normal » avant la crise du COVID-19. Le statut quo d'avant est à l'origine même de cette crise et de ses effets. Nos sociétés se sont structurées sur des systèmes d'oppression (le patriarcat, le racisme, l'exploitation de classe, le néocolonialisme, l'impérialisme, l'hétéronormativité), qui sont fondés sur de profondes injustices environnementales, sociales, économiques et de genre, et sur une concentration perverse des pouvoirs et des ressources.

Le temps est venu de reconstruire nos sociétés et de fonder une nouvelle économie, sur de nouveaux paradigmes, principes et valeurs. Le temps est venu de mettre la durabilité de la vie au cœur de nos politiques, de donner la priorité à la réalisation des droits des populations, de garantir l'autonomie économique et la participation politique des femmes, et de protéger les moyens de subsistance et la planète.

Les Amis de la Terre International

PRINCIPES D'AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL POUR UNE REPRISE JUSTE

Nous demandons à ce que les principes suivants constituent la base de toutes les décisions nationales et régionales en matière de plans de sauvetage, d'avantages fiscaux, de cadres réglementaires et de dépenses publiques, et de toutes les mesures internationales et multilatérales nécessaires pour surmonter la pandémie de COVID-19 et la crise socio-économique qui en découle, afin d'instaurer des sociétés justes et durables, fondées sur la souveraineté et la participation des peuples.

1 ABANDONNER LE NÉOLIBÉRALISME ET L'AUSTÉRITÉ, ET METTRE EN PLACE DES POLITIQUES ET MESURES IMMÉDIATES FONDÉES SUR LA JUSTICE, EN PRENANT EN COMPTE LES LIMITES ÉCOLOGIQUES.

Cette pandémie et la crise qui en découle exacerbent les crises structurelles sociales et environnementales déjà existantes. Elles rendent encore plus évidente la nécessité d'abandonner d'urgence le néolibéralisme et de rendre à l'Etat son rôle fondamental de garant de la réalisation des droits des populations. En ce sens, il faut absolument que les Etats adoptent des mesures et politiques publiques immédiates pour répondre à la crise du COVID-19 et ses répercussions.

Le débat sur le rôle de l'Etat a retrouvé toute son importance. Nous luttons pour empêcher que l'Etat ne soit structuré et organisé simplement pour servir l'accumulation de capital et les intérêts des multinationales et des groupes économiques au niveau national. Il nous faut redéfinir son rôle sur la base du bien commun, du soin pour la vie et pour la durabilité de la vie, et fortifier la sphère publique. Par conséquent, ce ne sont pas les gouvernements qui doivent assumer le coût des pertes subies par les entreprises avec de l'argent public. Les gouvernements doivent plutôt rationaliser et mettre les services publics et les secteurs économiques clefs sous le contrôle et la propriété de l'Etat, des communautés locales ou des coopératives. Cela permettra de garantir l'accessibilité des services publics (et notamment la santé, l'accès à l'eau et à l'assainissement, les transports, l'énergie, l'éducation et les services de soin) à toute la population, de façon équitable et universelle. Nous avons déjà vu comment les services publics gérés par le secteur privé et selon les lois du marché se délabrent et ne bénéficient plus qu'à certains segments de la population, puisque l'objectif des entreprises, avant de couvrir ces services, est de faire du profit.

Il faut de toute urgence défaire les réformes néolibérales qui ont démantelé les droits des travailleurs et rendu leurs vies et moyens de subsistance plus précaires. Il faut aussi infléchir la privatisation de la sécurité sociale par le capital financier. Les privatisations profitent de l'épargne des travailleurs, l'utilisent à des fins spéculatives et l'investissent dans des projets qui détruisent le climat, la biodiversité et les moyens de subsistance, et accaparent les terres et les territoires.

Les trains de mesures de relance et les financements publics doivent avant tout soutenir les peuples autochtones, les communautés noires et afro-descendantes, les personnes de couleur, les migrants, les femmes en « bas de l'échelle » et les travailleurs (comprenant les travailleurs de l'économie formelle et informelle), comme les paysans, artisans, pêcheurs et communautés locales, qui souffrent des répercutions de la crise.

Tous les financements publics doivent viser à la fois la récupération socio-économique et la justice environnementale, sociale, économique et de genre. Ils doivent permettre une redistribution de la richesse, et l'émancipation des femmes, tout en intégrant les principes du féminisme populaire.

Une réponse fondée sur la justice exige davantage d'investissements publics : dans les économies productives nationales et locales; dans les services publics et de soin (notamment des enfants, des aînés, des malades et des personnes ayant des besoins spécifiques); dans des campagnes et des services de prévention de la violence à l'encontre des femmes

Abeer Butmeh de PENGON-Amis de la Terre Palestine fait campagne pour un traité contraignant à l'ONU, Genève 2019
© Victor Barro, Amis de la Terre Espagne

et des personnes LGBTQ et l'appui et la protection des survivants; dans la création d'emplois décents qui garantissent des conditions de non-exploitation à tous les travailleurs (en particulier pour les travailleurs clefs et de première ligne, qui sont majoritairement des femmes); et pour garantir un revenu qui permette aux classes travailleuses de supporter les conséquences de la pandémie de COVID-19 et ses répercutions socio-économiques.

Les financements publics doivent contribuer à la justice climatique, à la souveraineté alimentaire et à l'agroécologie, à la gestion collective de la biodiversité et à la gestion communautaire des forêts. Ils doivent garantir le droit à la terre, aux territoires, aux villes et au logement, via des réformes agraires et urbaines populaires et holistiques, et soutenir les systèmes de production coopératifs.

Les financements de programmes de relance et de dépenses publiques exigent des réformes profondes, instaurant des systèmes fiscaux justes, dans lesquels la plus grande partie des impôts est payée par les riches particuliers et les entreprises, et non par les travailleurs. La crise ne sera pas résolue à coup de dons par quelques grandes entreprises et multinationales, qui utilisent ces pratiques pour se montrer charitables alors qu'elles continuent à développer des stratégies de « blanchiment écologique » et qu'elles font tout pour échapper à l'impôt, indispensable pour résoudre la crise.

Un reprise juste signifie pas de sauvetage de multinationales, de leurs sociétés mères ni de leurs liens nationaux les plus importants dans leurs chaînes de valeur. C'est tout particulièrement important pour celles qui ont une plus grande responsabilité dans les crises systémiques: les entreprises minières et de combustibles fossiles, les compagnies aériennes, et toutes les entreprises basées dans des paradis fiscaux. Il nous faut tirer des leçons de la crise financière de 2008, pendant laquelle les inégalités se sont creusées et les grandes entreprises ont continué à faire des profits et à gagner en puissance tandis que les classes moyennes et travailleuses ont payé les pots cassés.

Dans les cas où les gouvernements soutiennent d'autres types d'entreprises, comme les Petites et Moyennes Entreprises (PME), tout financement doit être soumis à des conditions strictes. Toutes les politiques publiques et les fonds publics doivent privilégier la santé des populations et de la planète sur le long-terme. Ils doivent privilégier les peuples autochtones, les communautés noires et afro-descendantes, les personnes de couleur, les travailleurs, les paysans, les artisans et les pêcheurs, tout en prenant en compte le climat, la biodiversité et la santé des populations et de la planète sur le long-terme.

Les Etats doivent s'assurer que les entreprises respectent la législation en matière de climat, de biodiversité et d'environnement, et qu'elles réparent les dégâts environnementaux et la pollution qu'elles ont causés. Étant donné qu'une reprise économique juste doit inclure l'abandon urgent de la dépendance aux combustibles fossiles et des matrices de production primaires et extractives, il faut soutenir la reconstruction de l'économie en aidant à la reconversion des personnes travaillant dans les industries polluantes vers de nouvelles industries propres.

Les entreprises qui reçoivent des financements publics ou bénéficient d'exemptions fiscales ne doivent pas reverser de dividendes à leurs actionnaires tant que ces financements ne sont pas remboursés, et qu'elles ne se sont pas engagées à un retrait progressif de leurs activités polluantes.

Les gouvernements doivent mettre fin aux négociations nocives sur le commerce et l'investissement qui visent à ancrer encore plus le pouvoir économique et politique des multinationales aux dépends du Sud et des peuples du monde, et à réduire la marge de manœuvre politique des Etats, dont nous avons cruellement besoin pour résoudre la crise. Par ailleurs, ils doivent mener des évaluations sur les accords existants et leurs répercutions, et initier des procédures d'annulation lorsqu'il est prouvé que ces accords nuisent à l'environnement et aux droits des populations. Il est particulièrement important de démanteler les Mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (« ISDS » en anglais) qui permettent aux entreprises de poursuivre des États en justice pour des mesures ou politiques conçues pour protéger les populations avant, pendant et après la crise du COVID-19.

Afin de garantir la justice pour les populations et des règles contraignantes pour les multinationales, les gouvernements doivent s'engager en faveur d'un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et les autres entreprises en matière de droits humains. Un tel instrument doit mettre fin à l'impunité des multinationales et permettre d'obtenir justice pour les personnes affectées par des violations des droits humains. Ils doivent aussi s'engager à mettre en place des législations contraignantes ambitieuses au niveau national sur les sociétés transnationales et les droits humains.

2 LES MESURES DE REPRISE DOIVENT SE BASER SUR LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE, TOUT EN LES RENFORÇANT.

L'internationalisme est un élément clé pour la mondialisation des luttes et de l'espoir. L'internationalisme à travers les mouvements et les frontières aidera à construire des réponses collectives à cette crise, en

organisant et mobilisant les communautés locales et les mouvements sociaux pour exiger des gouvernements qu'ils garantissent des ressources pour soutenir ceux qui en ont le plus besoin. C'est seulement à travers les luttes des acteurs politiques de terrain, et dans lesquelles les femmes jouent un rôle moteur, que nous pourrons initier une reprise juste qui permette des changements structurels et des solutions réelles aux crises auxquelles nous sommes confrontés. La solidarité et l'entraide au sein de la classe travailleuse et ses mouvements sociaux nous permettra de surmonter cette crise ensemble.

Les régulations internationales doivent se centrer sur les droits des populations et la justice environnementale, sociale, économique et de genre. Les pays ont besoin de latitude politique pour avancer et provoquer les changements structurels nécessaires au traitement des causes profondes de la crise du COVID-19 et des autres crises systémiques. Cela signifie que la primauté des droits humains et des droits des peuples sur les accords de commerce et d'investissement doit être inscrite dans le droit international.

Dans la réalité, la plupart des pays du Sud ne peuvent pas se permettre les budgets publics augmentés ni les investissements à long-terme nécessaires pour garantir les droits de leurs populations, gravement affectées par le COVID-19 et ses conséquences. C'est pourquoi toutes les dettes du Sud doivent être abolies. De fait, le Sud est en réalité « créditeur » en termes de dette écologique historique, et le principe de paiement et de réparation de la dette climatique et écologique doit maintenant être appliqué. Le Nord et les institutions financières internationales doivent aussi fournir de nouvelles aides publiques, non pas sous forme de prêts, mais sous forme de subventions non remboursables et sans conditionnalités.

Tous les pays devraient coopérer dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et s'assurer que les entreprises et les riches particuliers contribuent équitablement à l'impôt. Les gouvernements doivent se coordonner pour réguler le secteur financier, empêcher la spéculation, et limiter les flux de capitaux financiers qui transitent du Sud vers le Nord. Ces flux privent les pays du Sud des ressources dont ils ont besoin pour traiter la crise du COVID-19, aggravant la crise économique et provoquant une énorme dépréciation de leurs devises.

Tout traitement, vaccin ou médicament contre le COVID-19 doit être mis à la disposition de tous selon les mêmes conditions, et n'être soumis à aucun brevet ou droits de propriété intellectuelle. Les accords internationaux doivent garantir le fait que la santé soit un droit et non une marchandise, et donc qu'elle ne peut être soumise à négociation. Tous les peuples ont droit à la santé, et la solidarité internationaliste doit prévaloir pour sauver des vies.

Alors que certains pays ont envoyé des professionnels de santé et du matériel médical à l'étranger, fournissant assistance humanitaire par altruisme et solidarité, le gouvernement américain continue à imposer un embargo économique létal contre des pays comme Cuba et le Venezuela. Dans le contexte de la pandémie, il est devenu d'autant plus urgent de mettre un terme aux embargos économiques qui enfreignent clairement le droit humanitaire international et les droits humains. Il en va de même pour l'occupation de pays comme la Palestine.

3 CONSTRUIRE ET RENFORCER LA DÉMOCRATIE ET VEILLER À LA RÉALISATION DES DROITS HUMAINS ET DES DROITS DES PEUPLES.

Nous appelons à la défense et au renforcement de la démocratie par la participation populaire et la réappropriation de la politique, en exigeant qu'elle serve les droits et les besoins des populations et qu'elle garantisse la pérennité de la vie et la protection des systèmes écologiques. Les gouvernements doivent contrer la mainmise des multinationales, des pouvoirs économiques nationaux et des élites sur la politique et son dévoiement.

Nous constatons déjà que certains gouvernements et certaines entreprises profitent de ce moment pour faire approuver des grands projets nuisibles (miniers, à combustibles fossiles, ou à infrastructures), et pour éliminer, affaiblir ou retarder les régulations et les contrôles environnementaux, fiscaux, financiers, en terme de travail ou de sécurité. Les gouvernements poursuivent parfois de tels projets au mépris des dangers qu'ils font encourir aux travailleurs. Certains approuvent également les fusions et acquisitions d'entreprises soi-disant en difficulté économique, ce qui renforce la concentration des entreprises.

Manifestation pour le climat, aux Conférence des Nations unies sur le changement climatique (CdP 25) à Madrid, Espagne 2019
© Babawale Obayanju, ERA-Amis de la Terre Nigéria

Il faut stopper immédiatement tous ces projets nocifs, notamment ceux impliquant des combustibles fossiles, des mines, des barrages et l'expansion des produits de l'agro-industrie. Les gouvernements et les institutions publiques ou privées doivent arrêter d'accorder de nouvelles autorisations.

La crise sanitaire ne peut pas servir de distraction ou d'excuse pour faire progresser les intérêts des gros pollueurs et des entreprises, notamment les dérégulations, pendant que le monde regarde ailleurs. Les gouvernements ne doivent pas affaiblir ou saboter les politiques et régulations qui permettent de contrôler et réguler les gros pollueurs ou qui visent à protéger les services essentiels et de santé, à la demande de ces entreprises. Au contraire, il faut imposer des limites significatives au pouvoir effréné des entreprises, et il faut renforcer la législation et la régulation en ce sens. Il faut mettre un terme aux fausses solutions des compensations environnementales, qui permettent la destruction continue des écosystèmes.

Les droits des peuples et les droits humains doivent être protégés à tout prix, notamment le droit de s'opposer, de critiquer et de protester. La criminalisation des mouvements sociaux, des organisations et des communautés doit cesser. La pandémie ne peut servir d'excuse pour mettre en péril la démocratie et accélérer des politiques et projets néfastes. Les communautés ont un droit de refus et le droit au consentement préalable, libre et éclairé. Il est aussi crucial qu'il existe un espace pour le débat démocratique, et pour la transparence, pour que des comptes puissent être rendus sur les prises de décisions à tous les niveaux de gouvernement.

La lutte internationaliste contre le conservatisme, le fascisme et les groupes de droite est fondamentale pour rassembler nos forces et protester contre ceux qui cherchent à imposer les formes de domination et d'exploitation les plus perverses, encore plus meurtrières dans le contexte de crise de la pandémie.

Les tentatives de coup d'état et les dictatures doivent être renversés, et toutes les mesures doivent être prises pour prévenir de nouveaux assauts contre la démocratie visant à imposer le règne des sociétés transnationales, des pouvoirs économiques nationaux et de nouvelles dispositions néocolonialistes et impérialistes. Il faut stopper les gouvernements de droite et les gouvernements oppresseurs qui utilisent cette situation tragique pour intensifier la militarisation de nos sociétés et territoires, et imposer des techniques de surveillance.

Les gouvernements conservateurs et les institutions religieuses utilisent la crise du COVID-19 pour justifier la réduction voire l'interruption de l'accès aux services de soins prénatals, de santé de la reproduction et d'hygiène sexuelle (notamment en catégorisant l'avortement comme un service « non-essentiel »). Il faut mettre fin à cette tendance à la dégradation des droits des femmes et de leur pouvoir de décision sur leurs vies et leurs corps.

Nous devons construire d'urgence un monde dans lequel le droit à vivre sans violence est respecté, en particulier pour les femmes, les communautés noires et afro-descendantes, les personnes de couleur, les personnes LGBTQ et les défenseurs des territoires.

Les Etats doivent adopter et faire appliquer des politiques de prévention et de répression contre tout type de violences (dont la violence domestique et les féminicides, qui ont explosé pendant le confinement). Les gouvernements doivent s'engager à mettre en place des législations ambitieuses et contraignantes pour les multinationales et les autres entreprises aux niveaux national, régional et international, pour rendre justice aux communautés et aux mouvements sociaux touchés par les violations des droits humains et par la violence perpétrée par ces entreprises. Conformément au droit international des droits humains, les gouvernements doivent aussi rendre des comptes à leurs populations.

4 LES GOUVERNEMENTS DOIVENT S'ATTAQUER AUX MULTIPLES CRISES (DE LA PANDÉMIE, DES INÉGALITÉS, DE LA BIODIVERSITÉ, LES CRISES CLIMATIQUE, ALIMENTAIRE ET SANITAIRES) ET À LEURS CAUSES PROFONDES À TRAVERS UN PROGRAMME DE CHANGEMENT DE SYSTÈME TRANSFORMATEUR.

La crise du COVID-19 a mis en lumière combien la destruction des écosystèmes favorise la propagation des agents pathogènes qui affectent notre santé. L'agro-industrie et la production des produits agroalimentaires génèrent d'énormes problèmes de santé publique à travers la destruction des habitats naturels et/ou l'intensification de l'élevage. Il faut mettre fin à ces pratiques.

Il est urgent et nécessaire de restaurer le lien entre nos sociétés et la nature et les systèmes écologiques. Une reprise juste et saine exige une réponse à la grave crise de la perte de la biodiversité, des forêts et des autres écosystèmes dans le monde. Les zones naturelles doivent être respectées et il faut éviter de nouvelles destructions, car c'est la déforestation et la pression sur les écosystèmes qui sont à l'origine de la pandémie. A cette fin, les droits collectifs des populations locales doivent être reconnus, appliqués et respectés, pour maintenir leurs pratiques ancestrales de gestion collective des territoires. Les gouvernements doivent soutenir les peuples autochtones et les communautés

locales qui pratiquent la gestion communautaire des forêts, car ce sont eux qui défendent et prennent soin des territoires où prospèrent les écosystèmes. Il est prouvé scientifiquement que les forêts sous contrôle des peuples autochtones et des communautés locales présentent un meilleur degré de conservation et un taux plus élevé de biodiversité que les forêts préservées par des mécanismes conventionnels de protection (comme les parcs nationaux). De plus, ce type de pratiques garantit de meilleures conditions alimentaires et sanitaires pour ces peuples.

Une reprise juste appelle des politiques qui substituent au système alimentaire basé sur une agriculture industrielle polluante la souveraineté alimentaire, en soutenant l'agriculture paysanne et familiale et la production artisanale. Nous devons œuvrer à développer l'approvisionnement alimentaire national et local - avec des réserves publiques, des politiques de soutien à l'agriculture, des mécanismes de soutien des prix, des programmes d'achat publics et des mesures de contrôle de l'offre et de la demande. Il faut appuyer des programmes de planification pluriannuels pour se réorienter vers des systèmes agroécologiques, réorganiser les subventions pour soutenir l'agriculture paysanne et familiales, et en particulier les femmes paysannes. Le droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire doit primer sur les accords de commerce. Des réformes agraires populaires et holistiques doivent être mise en œuvre d'urgence pour garantir l'accès et le contrôle des terres et des territoires à la paysannerie, à l'agriculture familiale, aux producteurs artisanaux et aux peuples autochtones. Il faut mettre un terme aux systèmes de droits de propriété intellectuelle qui privatisent les semences. Il faut aussi d'urgence abandonner progressivement l'utilisation des pesticides dans l'agriculture et des antibiotiques dans la production de viande, qui ont divers effets adverses sur la santé, tels que la résistance aux antibiotiques et l'affaiblissement des systèmes immunitaires, et qui menacent les écosystèmes.

Une reprise juste implique de construire une nouvelle économie, foncièrement distributive et saine, qui accorde de l'importance aux populations, à la planète et au soin, pas seulement à la croissance économique. Une économie ancrée dans une société dans laquelle l'énergie, les transports, les communications, le logement, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la santé, le travail des soins (« care ») et la sécurité sociale sont reconnus comme des droits et sont accessibles à tous à travers les services publics, financés par un système fiscal juste. Cela inclut des systèmes de prise en charge publique des enfants, des aînés, des malades, entre autres, et donc de soulager le fardeau disproportionné du travail de soin porté par les femmes, fruit du système patriarcal et de la division sexuelle du travail. Des milliers de solutions économiques et de coopératives existent déjà; il est vital de les soutenir et de développer la solidarité et l'économie sociale. Un nouveau système transformé sera essentiellement axé sur des économies régionales et locales, durables, liées par des relations commerciales équitables.

Cela signifie répondre aux crises climatiques et du COVID-19 simultanément, en appliquant le principe des responsabilités communes mais différenciées, et de se départir d'une économie dépendante des combustibles fossiles. Cela implique la transformation d'un système à énergies polluantes, basé sur les entreprises, en un système aux mains de l'Etat et des communautés basé à 100% sur les énergies renouvelables, qui garantisse l'accès à l'énergie pour tous. Cela suppose d'investir dans une énergie renouvelable, adaptée aux contextes locaux et nationaux, sans danger pour le climat, abordable et à faible impact. Le Nord doit rembourser sa dette climatique historique en transférant au Sud des financements publics pour enclencher cette transformation énergétique. Le partage, le transfert, le développement et l'adaptation locale des technologies énergétiques à faible impact sont également clés, et ils requièrent le démantèlement des systèmes de propriété intellectuelle. Il est crucial de réduire la dépendance énergétique et le gaspillage énergétique, notamment en jugulant la surconsommation d'énergie dans les pays développés, tout en veillant à ce que chacun dispose de suffisamment d'énergie pour s'assurer une vie digne. Une reprise juste doit contribuer à une transition juste vers une souveraineté énergétique, dans laquelle les droits des populations sont au centre, en particulier les droits des travailleurs, des femmes, des peuples autochtones, des communautés noires et afro-descendantes, des personnes de couleur, des communautés paysannes et des pêcheurs.

Paysan Herculano Macaringue pratique l'agroécologie à Namaacha, Mozambique 2019
© Amelia Collins, Amis de la Terre International

UN CHANGEMENT DE SYSTÈME, MAINTENANT

La pandémie met en lumière et aggrave les dures inégalités liées au capitalisme, entre pays et au sein même des pays. Elle met en péril les besoins humains essentiels et les droits des populations, et elle rend des millions de personnes vulnérables, leur faisant perdre leurs moyens de subsistance. L'extrême vulnérabilité de la classe travailleuse et des femmes dans la crise actuelle est le résultat d'un déni et d'une dislocation systémique de leurs droits.

La voie vers une reprise juste doit s'appuyer sur des paradigmes, des projets et des initiatives populaires et émancipateurs qui s'opposent à la logique de l'accumulation de capital, alimentée et imposée par l'oppression et l'exploitation systémiques.

Les mesures prises et les politiques choisies doivent viser une reprise juste, axée sur les populations les plus affectées par cette crise. Elles doivent éviter d'exploiter encore plus le travail des femmes, de flexibiliser encore davantage le travail (notamment par la numérisation, au service d'une exploitation maximale), et d'accentuer l'exclusion, les inégalités et la pauvreté. Il faut mettre fin aux violations des droits des populations, à l'impunité des multinationales et à l'expansion des projets socialement et écologiquement injustes et néfastes.

Parallèlement, Amis de la Terre International rejette toute mesure ou politique qui, au nom de la reprise, augmente les injustices actuelles ou en crée de nouvelles, et aggrave les crises systémiques. De telles mesures ne mèneront pas à une reprise mais à une détérioration.

Il est temps de construire un pouvoir populaire en renforçant les priorités politiques communes parmi les mouvements sociaux, de faire avancer un projet politique collectif fondé sur la justice environnementale, sociale, économique et de genre et sur les droits et la souveraineté des populations.

août 2020

Friends of the Earth International Secretariat
P.O.Box 19199
1000 GD Amsterdam
The Netherlands

Téléphone +31 (0)20 6221369
www.foei.org
info@foei.org
twitter.com/FoEint_fr
facebook.com/foeint

Les Amis de la Terre International